

Questions orales

M. Grier: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre et elle découle de l'augmentation du prix de détail de la viande de bœuf qui s'est produite cette semaine et des nouvelles augmentations prévues. J'aimerais demander au ministre quelles mesures il envisage de prendre pour empêcher que ces augmentations n'aient lieu étant donné que le prix payé aux producteurs de bœuf ne les justifie absolument pas?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, le gouvernement a pour politique de se tenir prêt à prendre les mesures nécessaires si la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires révèle que ces prix ne sont pas justifiés et que les parties en jeu refusent de baisser leurs prix en conséquence. Comme le député de Saint-Jean-Est me l'avait suggéré, j'ai contacté le président de la Commission de surveillance qui m'a confirmé que cette question est à l'ordre du jour de leur réunion de demain et j'ai dit hier qu'il se pourrait fort bien que nous recevions, comme l'a déclaré le député, un rapport provisoire à la suite de cette réunion.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je...

M. l'Orateur: Je m'excuse auprès de l'honorable député de Témiscamingue, nous allons maintenant entendre un député poser la question de privilège.

[Traduction]

M. Grier: Monsieur l'Orateur, ma question de privilège est la suivante: lundi, j'ai demandé au ministre s'il pourrait faire une enquête sur la question dont je viens de parler. Il me répondit, comme en fait foi la page 1626 du *hansard*, qu'il espérait pouvoir faire part à la Chambre des résultats de cette enquête le plus tôt possible, c'est-à-dire d'ici un jour ou deux. Les deux jours en question sont écoulés et ma question de privilège découle de ce que le ministre a fait à la Chambre une promesse qu'il n'a pas tenue.

M. Gray: Monsieur l'Orateur, je crois que les termes exacts que j'ai employés—qu'on me corrige si je me trompe—étaient: «dans un jour environ». Quoi qu'il en soit, je n'ai pas encore reçu le rapport qui contient les renseignements que le député, moi-même et d'autres députés souhaitent obtenir. Je crois qu'étant donné l'importance de la situation, il désire certainement avoir un rapport aussi complet et détaillé que possible.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je suis sûr que nous aurions pu gagner quelques minutes si nous n'avions pas abordé cette question de privilège.

* * *

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

ON SUGGÈRE QUE LE GOUVERNEMENT PRENNE DES MESURES EN VUE DE PRÉVENIR LES GRÈVES QUI TOUCHENT L'ÉCONOMIE

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au premier ministre.

Étant donné l'épidémie de grèves déclenchées à travers le pays, le gouvernement entend-il mettre un terme à tous ces débrayages ouvriers, afin de les remplacer par des

[M. Gray.]

embrayages qui favoriseraient l'essor et la croissance de l'économie canadienne?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, l'économie canadienne se porte très bien, merci. La croissance au Canada se compare avantageusement avec celle de tous les autres pays de l'OCDE. Pour ce qui est des grèves, monsieur le président, le député connaît la loi. Je ne sais pas s'il a des propositions précises à faire au nom de son parti. Dans l'affirmative, qu'il les fasse, et nous les examinerons. Je viens de répondre à une autre question en disant que nous examinons nous-mêmes le rapport de M. Finkelman.

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. Je vois de nombreux députés à ma gauche et à ma droite qui désirent poser des questions. Il faut se rendre compte qu'un grand nombre d'entre eux vont être déçus. Nous avons consacré beaucoup de temps aux deux ou trois premières questions et il sera difficile d'en poser beaucoup d'autres avant la fin des 40 minutes. Pour l'instant, la parole est au député de Témiscamingue.

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au premier ministre.

Il m'a demandé si nous avons des solutions à proposer. Certainement que nous en avons. A ce sujet, le premier ministre peut-il dire si le gouvernement songe à instaurer un tribunal du travail, et l'arbitrage obligatoire des conflits ouvriers du secteur public, comme les postes, les transports, les affaires sociales et la santé?

M. Trudeau: Le député semble être d'avis qu'il faudrait supprimer le droit de grève pour tous ces secteurs de la société, monsieur le président. Sauf erreur, c'est ce qu'il suggère, puisqu'il parle d'arbitrage obligatoire, ce qui suppose qu'il n'y a pas de droit de grève. Si c'est là ce que le député suggère, la réponse est non.

* * *

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'AUGMENTATION DES GAINS PAR RAPPORT À LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que la cause première des troubles industriels actuels est le taux excessif d'inflation et surtout que le taux moyen d'augmentation des gains est inférieur de beaucoup à la hausse du coût de la vie, peut-il dire s'il a l'intention de prendre des mesures pour régler ce grave problème avant la présentation du budget?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas la prémisse de la question du député. Il devra attendre le débat sur le budget pour avoir une réponse complète à sa question.